

Redonner espoir, construire l'alternative.

Le texte de motion ci-dessous est le fruit du travail de fusion des deux projets de motion envoyés par courrier électronique aux adhérents le 01/09/2014. Tu peux signer cette motion en envoyant un e-mail au porteur : olwen.denes@gmail.com

Les graines d'alternatives et les espaces d'autonomie existent mais ils peinent à prendre le pas sur l'évolution de notre société. Le capitalisme et le productivisme continuent à envahir tous les espaces de vie. La crise environnementale s'approfondit, la crise sociale frappe dorénavant au cœur de l'Europe. EELV Bretagne se doit d'assumer le rôle de carrefour de ces réseaux. Notre mouvement doit être un lieu de débat, de confrontation d'idées, de propositions ambitieuses.

Nous sommes loin d'avoir gagné la bataille des idées. La pertinence de notre campagne n'a pas suffisamment convaincu les bretons et bretonnes lors des dernières élections européennes, tandis que le FN a fortement progressé. L'incapacité des responsables politiques à apporter les réponses de rupture aux crises et à s'engager dans la transition écologique et sociale conduit au rejet de plus en plus violent des politiques, à l'abstention, aux votes extrémistes et au repli sur soi.

Récemment, la constitution du nouveau gouvernement, sur une ligne libérale, est un pas de plus vers le renoncement face aux puissances bancaires et économiques. Cette situation de crise que nous traversons peut également déboucher sur des transformations de la société dans le sens de profondes conquêtes sociales, environnementales et démocratiques. Le rôle et la responsabilité d'EELV, en Bretagne comme ailleurs est d'incarner l'Alternative, en construisant l'autonomie et l'ouverture. Oui, le politique peut encore inverser la tendance.

En Bretagne, derrière les Bonnets Rouges et leur slogan « Vivre et Décider au Pays » se cachent le lobby de Locarn et les pontes de la FNSEA qui veulent s'exonérer des normes sociales et environnementales. Une crise, sans précédent par son ampleur, touche l'agro-alimentaire détruisant des emplois, paupérisant des territoires, dégradant notre environnement (algues vertes, qualité de l'eau,...). Ce modèle est à bout de souffle et ne survivra pas à coup de nouvelles dérégulations. La transition locale vers une agriculture paysanne et biologique est possible.

Les inégalités augmentent à tous points de vue. Ce qui à un effet de double peine sur les classes populaires. Les services publics reculent et relèguent certaines parties de nos territoires ou de nos villes. Les conditions de travail de plus en plus précaires amène un nombre croissant de nos concitoyens à faire partie de la classe des travailleurs pauvres. Enfin, le droit de tous à vivre en bonne santé que nous défendons doit intégrer les « maladies de civilisation », corrélées aux modes de vie modernes et à la dégradation de l'environnement.

Par nos modes de production, de consommation, et de transport, nous sommes responsables des dérèglements climatiques et de la chute de la biodiversité. La poursuite de projets comme la centrale gaz de Landivisiau ou l'aéroport de Notre-Dames-des-Landes est emblématique de ce modèle dépassé. Continuons à soutenir les luttes et à proposer nos alternatives comme la révision du plan Bretagne Energie, l'amélioration des réseaux ferrés locaux ou encore le développement des énergies renouvelables dans la sobriété. Face au chômage et à un système scolaire dépassé, une nouvelle donne dans les politiques d'éducation et de formation est nécessaire.

Les arsenaux nucléaires comme toutes les installations nucléaires civiles et militaires font peser des menaces constantes sur la population, notre combat contre cette technologie doit se renforcer. Les ventes d'armes par la France comme le développement des politiques hasardeuses de "cyberdéfense", participant à l'instabilité internationale, doivent être remise en cause. Osons, dans ce climat délétère, remettre en avant notre philosophie pacifiste et nos propositions pour un vivre ensemble non-violent.

Comme partout, les langues minoritaires continuent de disparaître, tandis que la charte européenne des langues régionales minoritaires n'a toujours pas été ratifiée par la France. Nous agissons pour peser en faveur de cette ratification et enfin impulser une vraie politique linguistique pour les langues de Bretagne.

Même les réformes que nous appelions de nos vœux s'avèrent, par la volonté du gouvernement, profondément ambivalentes. La réforme territoriale actuelle, non contente d'alimenter le phénomène de métropolisation, procède à un découpage des régions arbitraire dans sa méthode et ubuesque dans son résultat, tout en reléguant au second plan les questions décisives des pouvoirs et des moyens.

Nous réaffirmons donc, en tant que parti fédéraliste et régionaliste notre attachement à la création d'une vraie région Bretagne regroupant les 5 départements dans le cadre d'une assemblée de Bretagne, aux compétences élargies et favorisant l'égalité des territoires plutôt que la concurrence entre métropoles. Une région participative, cohérente et ouverte sur le monde et ses citoyens. Vision non compatible avec la création d'un grand ouest décidé de façon a-démocratique.

Pour atteindre cet objectif, nous ferons vivre, au sein de notre mouvement, un vrai débat démocratique en concertation avec les instances des régions concernés (PDL, région Centre...).

Stratégie

Nous l'avons esquissé lors de la manifestation de Carhaix le 2 novembre 2013 puis lors de notre assemblée générale de Morlaix le 17 du même mois : il est urgent de traduire dans la durée une convergence entre les collectifs, associations et organisations défendant une profonde transformation sociale, environnementale et démocratique de la Bretagne.

Cette démarche d'affirmation de la place de l'écologie politique est aujourd'hui prioritaire et un préalable à tout accord avec des organisations politiques.

Elle passe, entre autres, par : la participation aux luttes contre l'accord Europe-États Unis TAFTA, la participation au mouvement Alternatiba et mobilisations du sommet climatique de la COP15, la participation aux luttes contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, la mobilisation sur le projet de la réforme territoriale, la mobilisation sur le projet de transition énergétique.

En 2015, aux élections régionales comme cantonales, il est indispensable de construire un rapport de forces en défendant haut et fort un projet écologiste autonome au premier tour. Une large ouverture vers les réseaux militants, dans la construction du programme et des listes, y compris pour les candidats éligibles, sera la meilleure garantie du succès et d'une audience accrue. Cette ouverture devra aussi s'accompagner d'un travail de fond en direction des milieux populaires, quartiers périphériques des agglomérations, et des territoires ruraux excentrés dont les préoccupations doivent davantage être prises en compte dans notre projet de transformation écologique, par des actions locales de terrain.

La question d'un accord de second tour sera conditionné au respect de la proportionnelle et à un contrat programmatique exigeant dont les points incontournables doivent être débattus et votés par le mouvement en amont. Ce principe d'autonomie contractuelle devra également s'appliquer au fil du mandat notamment par le biais de bilans d'étape

Organisation

Renouvellement, rajeunissement, féminisation demeurent des objectifs à poursuivre. Nous devons redonner la priorité au militantisme et aux campagnes régionales, à la formation et au débat entre toutes et tous.

Cette nécessaire revitalisation du mouvement s'appuiera sur des journées annuelles de débat. L'enjeu est multiple : partage d'expérience et d'action entre les groupes locaux, cohésion et convivialité interne, formation individuelle et collective, ouverture et rencontres avec le monde associatif et syndical.

Durant ces moments de débat élargis nous donnerons des « cartes blanches » aux syndicats, associations environnementales et culturelles, aux autres groupes qui renouvellent les mobilisations écologistes : collectifs d'habitants, de promotion des libertés numériques, collectifs végans et de défense des animaux, objecteurs de croissance, etc.

Il nous faut anticiper la réunification de la Bretagne à cinq départements en renforçant les liens privilégiés avec les groupes locaux de Loire-Atlantique, notamment dans le cadre des échéances électorales à venir et des campagnes de terrain que nous voulons mettre en place. Dans ces campagnes, les langues bretonne et gallèse doivent être renforcées dans notre communication physique comme orale. Concrètement, un nouveau palier de la charte *Ya d'ar Brezhoneg* est à franchir.

Il est indispensable pour le mouvement d'avoir une parole plus forte et une visibilité accrue sur les enjeux politiques de notre région. La région fournira aux groupes locaux des outils et/ou des moyens financiers pour mener les campagnes que nous aurons définies comme prioritaires. De même, il est temps pour notre mouvement de se doter d'une vraie visibilité numérique en dotant la région de nouveaux outils. Il faut donc envisager d'avoir des temps de formation et de partage de savoirs sur une utilisation efficiente et écologique de ces instruments.

Tant dans le domaine de l'organisation de nos événements (prix des repas et de l'hébergement...) que des relations avec nos collaborateurs (formation, déroulement de carrière...), des finances ou de la subsidiarité, le mouvement doit poursuivre le travail entrepris pour agir en cohérence avec les valeurs que nous portons.

Le Conseil politique régional devra assumer son rôle d'instance de débat et de proposition afin de donner corps à la stratégie du mouvement.

De son côté, le Bureau exécutif régional sera rendu davantage opérationnel en définissant clairement les rôles de ses membres dès l'assemblée générale, par exemple : Secrétariat régional/Porte-parolat, Trésorerie, Élections et relations avec les autres partis, Campagnes-actions, Relations avec les mouvements associatifs et syndicaux, Communication et réseaux sociaux, Soutien aux groupes locaux, Formation et journées régionales. Le Bureau enverra un bilan politique annuel afin de préparer les assemblées générales.

Premiers signataires :

Patrick Anne, Christiane Baumelle, Jean-Pierre Bigorgne, Gérard Borvon, Michèle Borvon, Serge Borvon, Anne-Marie Boudou, Serge Brielle, Anne Caillet, Didier Chapellon, Michel Chauvière, Michel Chenebeau, Samuel Crand, Laurent Creux, Olwen Denes, Françoise Dorval, Michel Forget, Antoine Gaudry, Astrid Gaugain, Jean-Marie Goater, Laurent Hamon, Didier Ibagne, Nadine Kassis, Yann-Fañch Kerneis, Lars Kiil-Nielsen, Lucile Koch Schlund, Daniel Le Bigot, Anne Le Galles, Jean Le Mouellic, Jean-Paul Le Pohon, Michèle Le Tallec, Christiane Lepaumier, René Louail, Norbert Maudet, Bruno Méchin, André Moisan, Michèle Pernès, Emmanuel Perraud, Martine Petit, Pascal Pierson, Lisianne Rault, Romain Rébillon, Michel Rolland, Gaëlle Rougier, Martin Siloret, Matthieu Theurier, Christine Vaugrente, Raphaël Yven.